

LOI n° 2008-040
PORTANT LOI DE REGLEMENT
POUR 2006

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 040
portant Loi de Règlement pour 2008

EXPOSE DES MOTIFS

Présentée conformément aux prescriptions des articles 43 et 44 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, la présente Loi de Règlement retrace l'exécution du Budget Général de l'Etat de l'année civile 2006.

A cet effet, la Loi élaborée et vérifiée à l'aide des Bordereaux de Crédits Sans Emploi, fournis par les Ordonnateurs Secondaires Centraux et Excentrés des Institutions et Ministères, et visés pour conformité avec les écritures des Trésoriers Principaux assignataires, constate le montant définitif des recettes réalisées et des dépenses effectivement ordonnancées au cours de la gestion 2006, établit le compte de résultat de l'année 2006 et autorise leur imputation au « Compte Permanent des Résultats du Trésor ».

Les réformes socio-économiques entreprises ces dernières années ont entraîné une croissance économique certaine et un réel changement pour le pays. Outre l'effondrement dû à la crise post électorale en 2002, l'économie n'a cessé de réaliser un accroissement réel positif. Après plusieurs décennies, l'introduction de nouveaux dispositifs législatifs et réglementaires dont la mise en œuvre et l'appropriation sont laborieuses, a amené des améliorations et des réformes approfondies dans la gestion des finances publiques.

Madagascar se met au défi d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement consistant à la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015. La stratégie adoptée pour la mise en œuvre de cette politique est consignée dans le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui a fait l'objet d'une mise à jour en Juin 2005 et a touché à sa fin le 31 Décembre 2006. Le Madagascar Action Plan (MAP), un plan quinquennal couvrant la période de 2007 à 2011, se base sur les acquis du DSRP et en prend le relais. Le but du MAP est de faire un saut qualitatif dans le processus de développement grâce à un plan innovant sur cinq ans qui mobilisera le peuple malgache ainsi que les partenaires internationaux, démarrera une croissance rapide, mènera à une réduction de la pauvreté, et assurera le développement du pays en réponse aux défis de la mondialisation et conformément à la vision « Madagascar - Naturellement ».

La politique économique orientée vers l'expansion préconise la relance de l'offre globale et l'accroissement de l'investissement du secteur public, notamment dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'infrastructure et la justice. Aussi, dans le secteur privé dans un prolongement de la chaîne des valeurs, l'économie de subsistance évoluera vers l'économie de marché, l'économie rurale connaîtra une extension vers l'économie industrielle tandis que l'ouverture vers l'extérieur se renforcera par les échanges commerciaux internationaux et régionaux.

Madagascar bénéficie des confiances et du soutien de ses partenaires techniques et financiers dans l'accomplissement de ces processus. Ce regain de crédibilité obtenu après les différentes réformes dans la gestion économique, en particulier celle des finances publiques, a permis la réorientation des appuis extérieurs en aides budgétaires. L'année 2006 a été marquée par les allègements de dettes au titre de l'Initiative d'Annulation de Dettes Multilatérales (IADM), ainsi que par des programmes avec les bailleurs de fonds, entre autres le nouveau programme triennal avec le FMI dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

Par ailleurs, la prise en compte des annulations de dettes dans le cadre de l'IADM et l'allocation suffisante pour les TVA relatives aux investissements publics courants ont nécessité une réévaluation des objectifs macroéconomiques qui est concrétisée par une Loi de Finances Rectificative pour l'année 2006. En outre, d'autres facteurs tels que le report des décaissements de certaines aides budgétaires et les conséquences sur les recettes publiques de la baisse des importations surtout en matière d'hydrocarbures ont contribué à la décision d'élaborer une Loi de Finances Rectificative.

I. LA SITUATION ECONOMIQUE

Production

Au cours du premier trimestre 2006, des facteurs conjoncturels défavorables ont conduit à un ralentissement des activités économiques. L'insuffisance de la pluviométrie a eu des impacts négatifs tant sur la production agricole et en particulier celle de riz, que sur la production d'énergie électrique. La présence de la fièvre du Chikungunia quoique d'une faible portée, a une mauvaise répercussion sur la performance du secteur du tourisme. Malgré l'existence de ces différents facteurs extérieurs, le taux de croissance économique est estimé à 5% en 2006. Cette croissance économique a été essentiellement soutenue par un niveau élevé d'investissement estimé à 25,3% du PIB dont 10,5% au secteur public et 14,7% au secteur privé.

Tableau 1 : Indicateurs économiques et financiers

Indicateurs économiques et financiers	Réalisation 2006
Comptes nationaux prix	
Croissance du PIB au prix courant	17,1
Croissance du PIB au prix constant	5,0
Déflateur du PIB	11,5
Indice des Prix à la Consommation	
Moyenne de l'année	10,8
Fin de période	10,9
Secteur extérieur (en termes de DTS)	
Exportations, f.o.b.	15,4
Importations, c.a.f.	5,3

Source : Autorités Malgaches, et estimation et projection des services du Fonds

Ce sont les activités du secteur primaire qui ont été les plus touchées par les chocs. De ces faits, la hausse de la production n'atteindra que 2,1% contre une prévision de 3,5%. En effet, l'insuffisance des précipitations pendant la saison des pluies a provoqué une diminution de la production de paddy de 150 000 tonnes sur les 3 930 000 tonnes prévues.

Cette faible pluviométrie aura également des conséquences néfastes sur la production d'énergie hydroélectrique et sur la production industrielle. Les activités des entreprises franches sont aussi en

stagnation. En dépit de ces facteurs conjoncturels survenus au cours du premier trimestre, la production dans le secteur secondaire connaîtra une légère amélioration avec un taux de 3,5%. La hausse de la production dans ce secteur est stimulée par l'essor des branches matériaux de construction, industrie du papier, qui a été occasionnée respectivement par le développement des activités dans le BTP et par l'accroissement de la demande pour l'élection présidentielle.

Le secteur tertiaire est à l'origine de la plus grande partie de la croissance du PIB. La croissance dans le secteur est moindre que prévue à cause du retard des décaissements à titre d'investissements publics pour la branche BTP et la faible entrée des arrivées touristiques suite au psychose de l'épidémie de "Chikungunia". Malgré ces faits, le taux de croissance du secteur est de 7,1% soutenu par l'augmentation de la production dans le BTP pour le restant de l'année, par l'amélioration de la production dans les branches Transports occasionnés par l'amélioration des infrastructures et par l'essor de la branche Télécommunications.

Tableau 2 : Taux de croissance par branche d'activités (Comptes nationaux)

Taux de croissance par branche d'activités	Réalisation 2006
Secteur Primaire	2,3
Agriculture	2,7
Elevage et pêche	2,0
Sylviculture	1,1
Secteur secondaire	3,8
Aliments et boissons	9,5
Zone Franche Industrielles (ZFI)	0,1
Energie	4,5
Industrie Extractive	9,2
Autres	-5,9
Secteur Tertiaire	7,3
Transports de marchandises	8,8
Transports de voyageurs	3,2
Commerce	4,5
Services	5,6
Administration	2,2
Travaux publics, constructions	22,6
Consommation_	87,8
Gouvernement	8,7
Privée	79,1
Investissement brut	23,2
Gouvernement	10,2
Privés	13,0
Epargne intérieure brute	14,6
PIB nominal (au prix du marché)	11 815

Inflation

La flambée du prix international du pétrole au cours du premier semestre s'est répercutée sur les prix intérieurs avec un taux d'inflation de +8,8% en février à +13,6% en juin 2006 en glissement. La baisse significative du prix du riz (-18,8%) a atténué la hausse des prix des produits finis importés. Vu la tendance à la baisse du prix à la consommation à partir de juillet (+11,3%), le taux d'inflation est estimé à +10,8% à la fin de l'année pour une prévision de +11,4% en glissement. La poursuite de la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente a largement contribué à cette décélération du prix, et ceci en coordination avec une politique budgétaire appropriée dans la gestion des liquidités.

Secteur extérieur

Les exportations malgaches en terme de DTS sont prévues augmenter de 3,8% en 2006. Le renchérissement du prix et la dépréciation du taux de change se solderont par une baisse de -6,1% des importations. Le déficit du compte courant, y compris dons, est fixé à -8,7%. Les réserves officielles brutes représenteront 2,9 mois d'importations.

Au niveau de la balance commerciale, les exportations ont fortement augmenté (+32%) alors que la progression est moindre pour les importations. Néanmoins, la reprise des activités économiques est vue à travers l'augmentation des importations de biens d'équipements, d'énergie et des zones franches. Avec les exportations de crevettes et de minerais de chrome, les produits des zones franches ont principalement renfloué les recettes d'exportations de biens. Pour la vanille, malgré la hausse du prix à l'exportation au cours du deuxième trimestre, le volume exporté reste faible. De leur côté, les recettes touristiques ont presque doublé du premier au second trimestre. Par ailleurs, les aides budgétaires provenant de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, de la BAD ont alimenté les transferts courants.

Le taux de change affiche une volatilité réduite à partir du mois de juillet après une dépréciation de 7,4% par rapport à l'Euro et de 1,3% par rapport au Dollar au cours du second trimestre consécutive à la forte remontée de l'Euro face au Dollar sur le marché international et de l'importance des demandes de Dollars sur le MID en cette période. L'USD/Ariary s'est même apprécié à partir du 2^{ème} trimestre.

Finances publiques

Le taux de pression fiscale a été révisé à 10,7% pour une prévision initiale de 11,4% en raison de la faible performance du premier trimestre. Le ralentissement des importations issu de la constitution de stock à la fin de la détaxation en 2005 et la dépréciation du taux de change ont contracté les recettes douanières des premiers mois de l'année 2006. L'objectif de recouvrement des recettes fiscales intérieures a été respecté. La réalisation a été de 631,94 milliards d'Ariary contre une prévision de 630,20 soit 100,3%. Cet équilibre est atteint grâce à l'augmentation notable de l'IRCM suite à la hausse importante des taux d'intérêts au niveau de la BTA qui a compensé le manque à gagner en matière de TVA du à l'exécution partielle des contreparties TTL sur PIP. Les formes administratives entreprises n'ont pas atteint leur niveau optimal, notamment l'utilisation des fonctionnalités du système de gestion informatisé des grandes entreprises (SIGTAS) n'est pas encore exhaustive mais des efforts importants ont été menés au niveau de l'organisation interne en général par l'élaboration et la diffusion d'un manuel de procédures au sein de la Direction Générale des Impôts précédées d'une large consultation de tous les agents.

Cette année 2006 a donc marqué un tournant décisif dans la normalisation des tâches et l'élaboration d'une stratégie à moyen terme de la Direction Générale des impôts qui compte désormais renouer avec l'efficacité.

En matière de dépenses, le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP) est développé pour une meilleure exhaustivité des informations sur les dépenses étatiques et une amélioration de la centralisation des données par le biais de la technologie informatique. Comme les dépenses courantes des trois premiers mois ont enregistré un dépassement par rapport aux prévisions, l'ajustement a ramené le ratio de 11,6% à 10,5% du PIB pour l'ensemble de l'année 2006. En revanche les dépenses d'investissement sont à la hausse en représentant 11,0% au lieu de 10,4% du PIB initialement. L'allègement de la dette dans le cadre de l'IADM (Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale) a été alloué au financement des dépenses prioritaires. Les réalisations à fin juillet montrent une contraction des dépenses totales par rapport au programme, soit un taux de réalisation moyenne de 86,8% dont 91,3% pour les dépenses courantes et 82,3% pour les dépenses d'investissement. Le faible taux d'exécution du budget de fonctionnement est en rapport avec la suspension d'engagement jusqu'à la sortie de la circulaire du 15 septembre 2006. Le paiement des intérêts de la dette intérieure a aussi dépassé les prévisions du fait de la forte hausse du taux d'intérêt des BTA (Bons de Trésor par Adjudication) consécutive à l'incapacité du marché à satisfaire les besoins du Trésor.

L'Etat s'est acquitté des dettes extérieures et des engagements du Trésor vis-à-vis de la Banque Centrale. En outre, les dépenses totales pour 2006 sont plus ou moins constantes par rapport à 2005, elles se situent à 21,3% du PIB pour ces deux années. Le déficit budgétaire base caisse s'élève à 577,2 milliards d'Ariary. A fin décembre, le déficit budgétaire y compris les dons et les transferts en capital IADM exclus, représente alors 3,8% du PIB.

Réalisation des secteurs en pourcentage

Productif : 12.6%

Infrastructures : 46.40%

Social : 30.21%

Administratif : 10.72%

II. LA SITUATION BUDGETAIRE

Sont examinées ci-après :

- les principales caractéristiques du budget de 2006 et de son exécution comparées aux années antérieures ;
- l'évolution des autorisations et prévisions budgétaires résultant de la loi de finances rectificative et des mesures réglementaires ;
- l'analyse détaillée des opérations exécutées.

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU BUDGET DE 2006

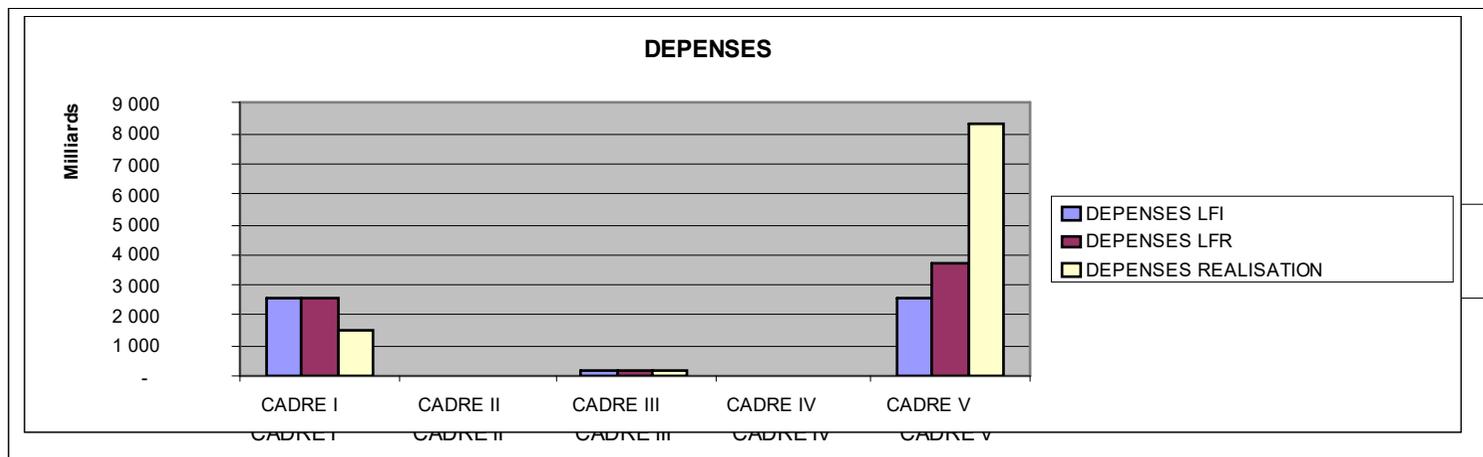
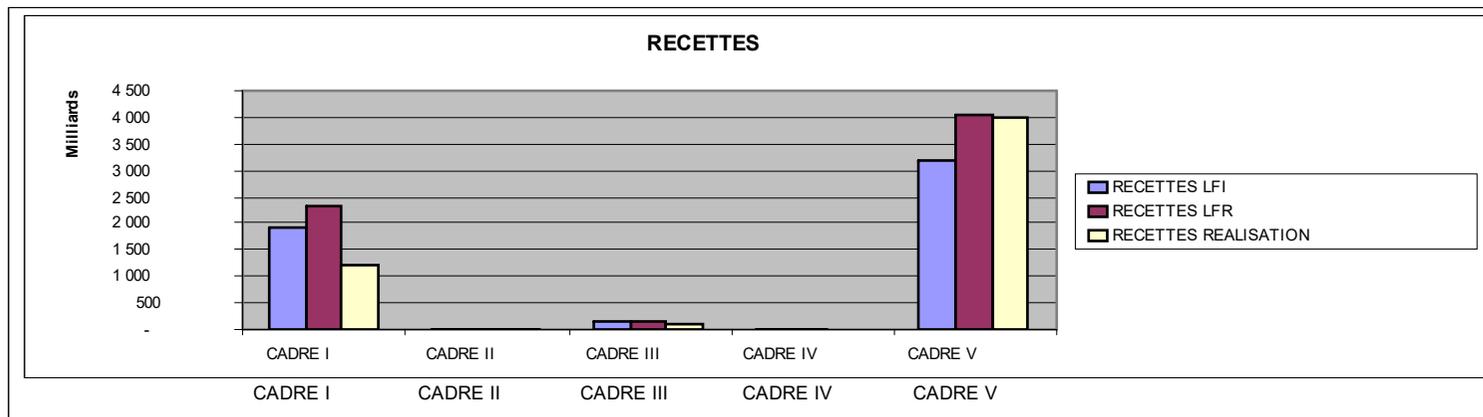
A. Prévisions, exécutions et résultats

Les résultats définitifs de l'exécution des Lois de Finances pour 2006 sont arrêtés aux sommes mentionnées ci-après :

Graph 1: LFI-LFR-REALISATIONS RECETTES ET DEPENSES (Par Cadre)

En

Ariary	RECETTES	DEPENSES	LFI	LFR	REALISATION	Taux	LFI	LFR	REALISATION	Taux	CADRE I	1 940 536 757 000,00	2 322 627 500 000,00	1 212 050 267 970,21	52,18%	2 576 363 479 000,00	2 594 566 414 000,00		
	566 414 000,00	1 530 730 483 946,86	59,00%	CADRE II	12 295 946 000,00	14 903 971 000,00	16 328 619 480,98	109,56%	12 295 946 000,00	14 903 971 000,00	10 208 934 813,08	68,50%	CADRE III	167 420 901 000,00	167 420 901 000,00	109 078 006 041,17	65,15%	201 894 179 000,00	215 073 873 000,00
	000 000,00	7 324 139 308,26	51,58%	1 900 000 000,00	1 900 000 000,00	3 751 661 378,14	197,46%	CADRE V	3 211 300 000 000,00	4 030 348 587 000,00	4 024 768 641 038,63	99,86%	2 554 200 000 000,00	3 723 056 701 000,00	8 272 247 269 481,85	222,19%	TOTAL GENERAL	5 346 653 604 000,00	6 549 500 959 000,00
	783,14																		

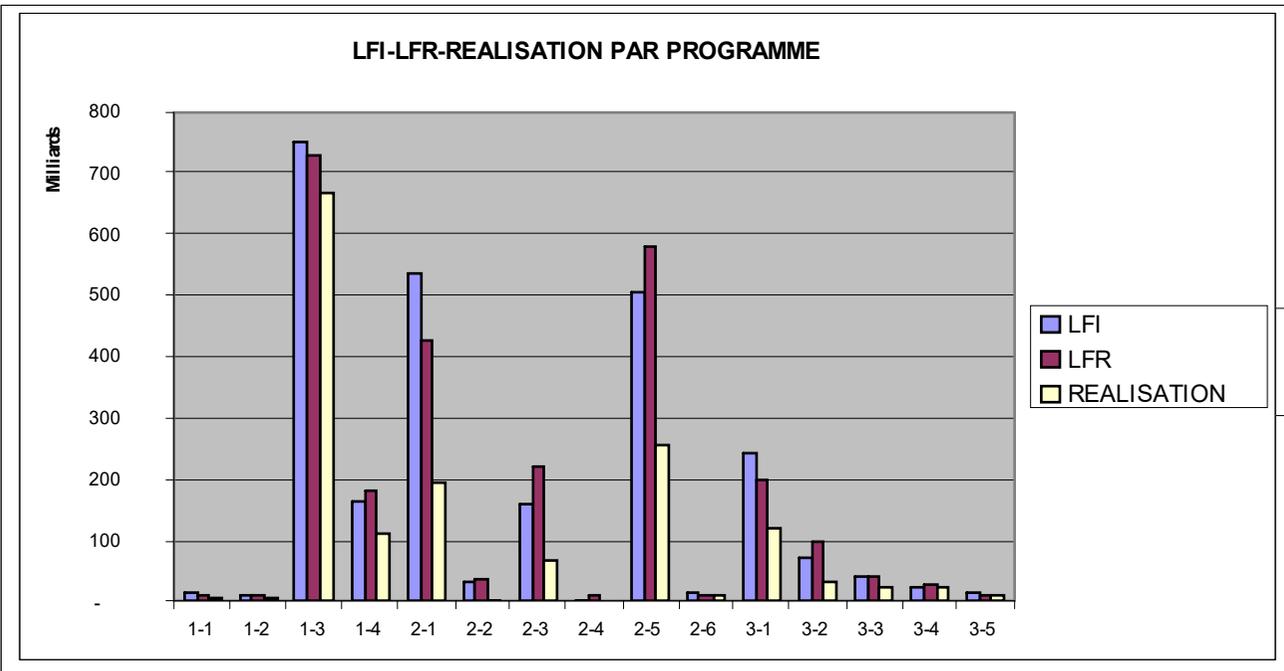


b) Tableau 4 : Exécution de la loi de finances par Institutions et Ministères (Budget Général) En Ariary Code Institutions et

Ministères	Solde	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	Indemnités	Biens et Services	Transferts	Total	Externe	Interne	Total	01 Présidence	010 Présidence de la république	-	3
562 305 701,60	10 423 200 021,65	171 870 974,00	14 157 376 697,25	2 880 629 114,15	21 016 208 870,92	23 896 837 985,07	38 054 214 682,32	011 Présidence-Bonne gouvernance	2 254 476 641,53	-	-	-	-	-	-
2 254 476 641,53	02 Sénat	-	-	-	-	020 Sénat	-	-	781 787 864,00	-	-	781 787 864,00	-	-	-
781 787 864,00	021 Sénat-Bonne Gouvernance	-	4 572 874 999,00	3 882 992 912,03	78 936 054,40	8 534 803 965,43	-	-	-	-	-	732 879 928,80	732 879 928,80	9 267 683 894,23	-
03 Assembl Nationale	-	-	-	-	-	030 Assembl Nationale	-	-	-	-	-	4 727 922 030,80	12 999 874,20	4 740 921 905,00	1 154 996
407,00	1 154 996 407,00	5 895 918 312,00	031 AN-Bonne Gouvernance	-	7 555 074 883,80	681 517 483,50	51 799 828,60	8 288 392 195,90	-	-	-	33 648 436,00	33 648 436,00	8 288 392 195,90	04 HCC
040 Haute Cours Constitutionnelle	-	-	-	1 769 749,00	-	1 769 749,00	-	-	-	-	-	-	-	35 418 185,00	041 HCC-Bonne
Gouvernance	-	535 272 621,00	764 465 652,76	9 979 773,20	1 309 718 046,96	-	1 309 718 046,96	05 PRIMATURE	-	-	-	-	-	-	-
050 Primature	-	126 853 352,60	515 063 678,39	111 578 842,20	753 495 873,19	13 696 505 300,80	14 449 720 891,60	28 146 226 192,40	28 899 722 065,59	051 Primature-Bonne Gouvernance	4	-	-	-	-
106 153 891,20	60 326 532,00	964 892 693,01	228 014 839,60	1 253 234 064,61	800 531 522,36	800 531 522,36	6 159 919 478,17	11 MAE	-	-	-	-	-	-	-
110 Affaires Etrangères	1 056 549 000,00	5 034 412 870,26	592 899 999,98	6 683 861 870,24	-	-	2 420 020 181,58	2 420 020 181,58	9 103 882 051,82	111 MAE-Bonne Gouvernance	22 840 820 610,80	-	-	-	-
38 294 744,54	1 103 724 212,85	2 736 398 097,99	3 878 417 055,38	-	26 719 237 666,18	12 MDN	-	-	-	-	-	-	-	120 Sécurité Nationale	2 624 847
012,57	7 400 450 510,52	107 591 658,80	10 132 889 181,89	379 788 094,20	379 788 094,20	10 512 677 276,09	121 MDN-Bonne Gouvernance	98 546 932 859,60	1 985 524 866,20	3 281 612 324,81	802 795 822,30	-	-	-	-
6 069 933 013,31	-	516 699 847,45	516 699 847,45	105 133 565 720,36	130 Sécuité Intérieure	561 836 398,80	4 434 826 521,89	9 932 389,00	5 006 595 309,69	-	-	-	-	-	391
903 516,60	391 903 516,60	5 398 498 826,29	14 MIRA	-	-	-	140 Administration du Territoire et RYome Administrative	106 768 134,19	1 844 254 906,18	-	-	-	-	-	-
20 406 997,60	1 971 430 037,97	847 735 043,71	847 735 043,71	2 819 165 081,68	141 MIRA-Bonne Gouvernance	8 028 391 870,60	12 979 245,88	5 380 180 881,37	51 499 985,10	5 444 660 112,35	-	-	-	-	-
13 473 051 982,95	15 SESP	-	-	-	-	150 Sécurité Publique	8 634 000,00	1 014 373 184,69	109 613 532,10	1 132 620 716,79	-	-	-	-	1 132
620 716,79	151 SESP-Bonne Gouvernance	34 792 170 204,08	166 060 293,60	2 355 225 224,45	58 406 197,60	2 579 691 715,65	392 952 583,68	392 952 583,68	37 764 814 503,41	16 MINJUS	-	-	-	-	-
160 Justice	4 992 000,00	3 134 746 191,08	125 691 765,00	3 265 429 956,08	2 770 411 640,10	2 770 411 640,10	6 035 841 596,18	161 MINJUS-Bonne Gouvernance	16 220 754 245,00	2 045 151 910,80	910 336	-	-	-	-
207,45	810 492 458,79	3 765 980 577,04	-	19 986 734 822,04	17 MDAT	-	-	-	-	170 DIntralisation	1 765 346,80	80 859 196,60	-	-	-
402 888 091,81	32 759 747 087,60	33 243 494 376,01	-	1 678 343 458,61	1 678 343 458,61	34 923 603 181,42	171 MDAT-Bonne Gouvernance	1 213 714,40	5 042 125,00	72 438 739,80	-	-	-	-	-
77 480 864,80	-	78 694 579,20	620 Aménagement du Territoire	10 430 102,20	51 962 078,20	-	-	62 392 180,40	10 367 929 677,88	3 605 269 361,55	13 973 199 039,43	-	-	-	-
14 035 591 219,83	21 MEFB	-	-	-	-	210 Finances	13 461 501,10	95 293 648 708,58	10 012 632 735,42	105 319 742 945,10	267 840 753,55	452 409 214,48	-	-	-
720 249 968,03	106 039 992 913,13	211 MEFB-Bonne Gouvernance	49 056 563 683,40	37 826 059 981,80	1 991 795 980,08	369 563 985,20	40 187 419 947,08	13 544 003 851,09	11 560 814 602,17	25 104 818 453,26	114 348	-	-	-	-
802 083,74	230 Budget	3 509 888 997,45	58 742 190 797,10	5 400 522 895,40	67 652 602 689,95	47 809 378,84	6 710 011 486,99	6 757 820 865,83	74 410 423 555,78	250 Economie	27 559 540,80	171 908 590,60	-	-	-
113 235 710,00	312 703 841,40	1 407 765 080,79	1 603 775 020,10	3 011 540 100,89	3 324 243 942,29	32 MINFOPTLS	-	-	-	-	-	310 Travail et lois sociales	-	-	-
4 400 000,00	95 898 976,82	-	100 298 976,82	48 785 120,00	48 785 120,00	149 084 096,82	320 Fonction Publique	155 071 564,28	155 071 564,28	24 910 634,00	24	-	-	-	-
910 634,00	179 982 198,28	321 MINFOPTLS-Bonne Gouvernance	1 774 407 437,30	34 553 812,00	559 897 793,77	1 015 394 207,20	1 609 845 812,97	100 000 055,00	100 000 055,00	3 484 253 305,27	-	-	-	-	-
330 Emploi	-	58 877 462,60	-	58 877 462,60	-	113 455 805,00	113 455 805,00	172 333 267,60	34 MICDSP	-	-	-	-	-	-
280 Secteur Privé	161 787 471,20	161 787 471,20	-	39 471 115,68	39 471 115,68	201 258 586,88	340 Industrie	4 999 271,60	205 962 019,80	210 961 291,40	-	-	-	-	-
354 006 033,18	354 006 033,18	564 967 324,58	341 MICDSP-Bonne Gouvernance	2 710 854 111,00	28 552 040,30	2 984 477 292,29	5 165 624 412,00	8 178 653 744,59	-	586 909 811,20	-	-	-	-	-
586 909 811,20	11 476 417 666,79	360 Commerce	239 591 483,80	239 591 483,80	-	231 933 383,00	231 933 383,00	471 524 866,80	-	-	-	-	-	-	-

Code	Institutions et Ministères	Solde	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	Indemnités	Biens et Services	Transferts	Total	Externe	Interne	Total	41	MAEP	
410	Agriculture	114 772 855,80	167 862 305,60	14 000 000,00	296 635 161,40	21 415 276 972,86	10 824 145 887,32	32 239 422 860,18	32 536 058 021,58	411	MAEP-Bonne Gouvernance	11 227 732 850,60	509 504		
193,60	1 859 348 980,96	5 638 702 492,40	8 007 555 666,96	402 182 369,46	928 085 008,13	1 330 267 377,59	20 565 555 895,15	420	Elevage	49 911 354,80	219 306 569,91	21 508 417,00	290 726 341,71	1 275 940	
144 056 598,16	4 965 814 405,92	5 109 871 004,08	5 400 597 345,79	430	P-hes	98 449 477,33	193 260 864,08	30 000 000,00	321 710 341,41	73 856 046,00	880 374 599,00	954 230 645,00	8 036 857 910,92	20 597 483	
986,41	44	MEEF	-	-	-	440	Environnement	18 474 623,00	117 844 562,00	16 611 203,30	152 930 388,30	12 560 625 364,00	8 036 857 910,92	20 597 483	
274,92	20 750 413 663,22	441	MEEF-Bonne Gouvernance	1 886 650 084,90	191 377 754,98	375 838 931,03	3 053 812,60	570 270 498,61	-	2 456 920 583,51	51	MEM	-	-	
510	Energie	102 841 459,80	29 829 447,80	43 000 000 000,00	43 132 670 907,60	-	2 454 942 880,60	2 454 942 880,60	45 587 613 788,20	511	MEM-Bonne Gouvernance	1 095 345 941,00	104 762 498,40		
456 837 177,38	7 626 315 831,00	8 187 915 506,78	-	-	9 283 261 447,78	520	Eaux et Assainissement	111 993 841,00	17 176 242,20	281 946 000,00	411 116 083,20	11 895 565 301,07	11 815 406		
213,00	23 710 971 514,07	24 122 087 597,27	530	Mines	55 144 233,00	35 378 098,80	-	90 522 331,80	-	799 755 179,90	799 755 179,90	890 277 511,70	61	MTPT	
610	Travaux Publics	2 611 625,40	278 056 969,16	18 048 437,40	298 717 031,96	114 650 945 855,68	49 671 897 728,12	164 322 843 583,80	164 621 560 615,76	611	MTPT-Bonne Gouvernance	6 197 568 389,70	116 890		
572,50	1 116 325 731,92	79 586 231,60	1 312 802 536,02	503 173 593,92	503 173 593,92	8 013 544 519,64	630	Transports	26 418 553,00	80 750 631,40	645 769 591,60	752 938 776,00	1 230 357		
719,40	20 018 278 783,79	21 248 636 503,19	22 001 575 279,19	66	MTPC	-	-	-	-	370	Communications	37 205 299,60	815 671 525,73	2 857 680 578,20	3 710
557 403,53	-	3 722 733 902,60	3 722 733 902,60	7 433 291 306,13	660	Télécommunications	-	-	-	1 195 387 589,00	1 195 387 589,00	1 195 387 589,00	661	MTPC-	
Bonne Gouvernance	1 581 549 864,60	51 232 412,00	51 232 412,00	-	-	1 632 782 276,60	71	MINSANPF	-	-	-	710	Santé	2 796 084,00	
12 107 125 353,25	1 099 029,00	12 111 020 466,25	1 528 533 746,20	2 452 795 253,60	3 981 328 999,80	16 092 349 466,05	711	MINSANPF-Bonne Gouvernance	43 205 189 231,07	525 107 729,80	11 331 847 387,40	4 719			
138 376,60	16 576 093 493,80	37 703 234 600,21	11 977 019 939,80	49 680 254 540,01	109 461 537 264,88	720	Planning Familial	229 354 873,00	229 354 873,00	4 346 438 682,00	178 668 571,80	4 525 107 253,80	4		
754 462 126,80	76	MPPSL	-	-	-	760	Population	22 538 199,30	126 956 599,80	6 868 260,00	156 363 059,10	-	3 011 104 251,91		
3 011 104 251,91	3 167 467 311,01	761	MPPSL-Bonne Gouvernance	1 602 479 055,60	111 088 822,20	266 143 931,60	11 344 929,00	388 577 682,80	-	238 646 567,91	238 646 567,91	238 646 567,91	2		
229 703 306,31	770	Protection Sociale	11 917 507,00	11 917 507,00	-	88 176 314,95	88 176 314,95	100 093 821,95	790	Loisirs	6 960 993,40	6 960 993,40	9 393 638,00		
9 393 638,00	16 354 631,40	78	MJS	-	-	-	750	Jeunesse	13 787 615,00	13 787 615,00	-	162 830 014,60	162 830 014,60		
176 617 629,60	780	Sports	21 450 914,80	89 877 871,02	218 773 329,20	330 102 115,02	-	4 232 891 317,39	4 232 891 317,39	4 562 993 432,41	781	MJS-Bonne Gouvernance	2 619 205 082,40		
45 234 616,00	707 396 122,00	66 999 672,00	819 630 410,00	-	-	3 438 835 492,40	81	MENRES	-	-	-	810	Education Primaire	374 023	
824,02	20 398 433 106,58	25 559 813 100,00	46 332 270 030,60	1 015 745 662,20	27 536 453 703,89	28 552 199 366,09	74 884 469 396,69	811	MENRES-Bonne Gouvernance	186 605 254 239,48	119 147 619,00	3 027 018 505,13			
619 927 612,40	3 766 093 736,53	-	717 962 880,00	717 962 880,00	191 089 310 856,01	820	Secondaire Général	1 306 203 594,06	130 000 000,00	1 436 203 594,06	-	-	2 009 752		
524,74	2 009 752 524,74	3 445 956 118,80	830	Fomation professionnel et Technique	143 527 393,00	459 479 995,00	1 589 972 500,00	2 192 979 888,00	-	98 370 712,60	98 370 712,60	98 370 712,60	2		
291 350 600,60	840	Enseignement Supérieur	43 925 000,00	215 076 500,20	36 088 720 691,71	36 347 722 191,91	-	1 009 763 969,50	1 009 763 969,50	37 357 486 161,41	850	Recherche Scientifique	152		
992 262,00	1 820 475 000,00	1 973 467 262,00	43 137 264,39	305 493 306,28	348 630 570,67	2 322 097 832,67	86	MCT	-	-	-	350	Tourisme	440 875	
614,29	440 875 614,29	492 356 821,20	492 356 821,20	933 232 435,49	860	Culture	241 968 801,60	241 968 801,60	-	260 728 292,00	260 728 292,00	502 697 093,60	861	MCT-	
Bonne Gouvernance	1 975 549 210,20	20 972 138,00	472 721 949,05	603 681 074,00	1 097 375 161,05	175 161 773,00	175 161 773,00	3 248 086 144,25	TOTAL GENERAL	498 331 028 565,26	69 540 322 947,76				
277 247 011 202,77	192 597 666 292,29	539 385 000 442,82	249 222 439 338,73	243 792 015 600,35	493 014 454 939,08	1 530 730 483 947,16									

Budget Général		En Ariary		Programme	Libellé	LFI	LFR	REALISATION	N°																			
022 739 749,59	7 944 204 109,24	1-2	Respecter la démocratie	10 793 918 000,00	10 634 869 052,85	5 216 957 860,95	1-3	Instaurer un Etat de droit et Réussir la rationalisation des activités administratives et la mise en place de l'E-Gouvernance	13 133 392 000,00	11																		
108 332 200 638,53	2-1	Mettre en place un environnement macro-économique favorisant une croissance accélérée et soutenue	533 086 072 000,00	425 233 558 152,85	194 722 525 449,53	2-2	Faire des secteurs porteurs un levier de développement durable au bénéfice direct de la population	30 863 246 000,00	37 820 337 994,61	3 722 256 045,38	2-3	Accélérer le développement rural tout en préservant et valorisant l'environnement	160 649 129 000,00															
222 529 423 176,86	68 105 872 615,03	2-4	Dynamiser le secteur privé afin qu'il participe à hauteur de 12 à 14 % aux taux d'investissement	4 684 600 000,00	12 020 505 404,48	211 793 781,68	2-5	Améliorer l'accès de la population aux services et infrastructures structurantes en tant que vecteur de développement	505 164 851 000,00	577 469 253 602,64	255 432 690 797,87	2-6	Développer les relations internationales et régionales pour une plus grande ouverture sur les plans économique, culturel et social	14 099 270 000,00														
9 598 407 045,01	2 576 363 479 000,00	2 594 566 414 000,00	1 530 730 483 946,86	9 575 406 918,62	3-1	Universaliser l'Education Fondamentale et améliorer sa qualité et sa pertinence pour répondre aux besoins socio-économiques du pays	241 657 241 000,00	198 350 611 346,97	120 301 360 110,77	3-2	Améliorer l'accès des malgaches aux services de santé tout en les protégeant des maladies en évoluant vers une éthique plus utilitariste	72 079 813 000,00	98 197 044 600,65	33 546 127 111,45	3-3	Améliorer le taux de desserte en eau potable et assainissement	39 367 537 000,00	40 351 845 503,80	24 122 087 597,27	3-4	Promouvoir la dimension population dans le développement et atténuer la vulnérabilité des groupes défavorisés	25 002 040 000,00	28 475 412 761,63	22 161 148 403,36	3-5	Développer des activités socioculturelles et sportives	14 891 375 000,00	10 840 347 763,00

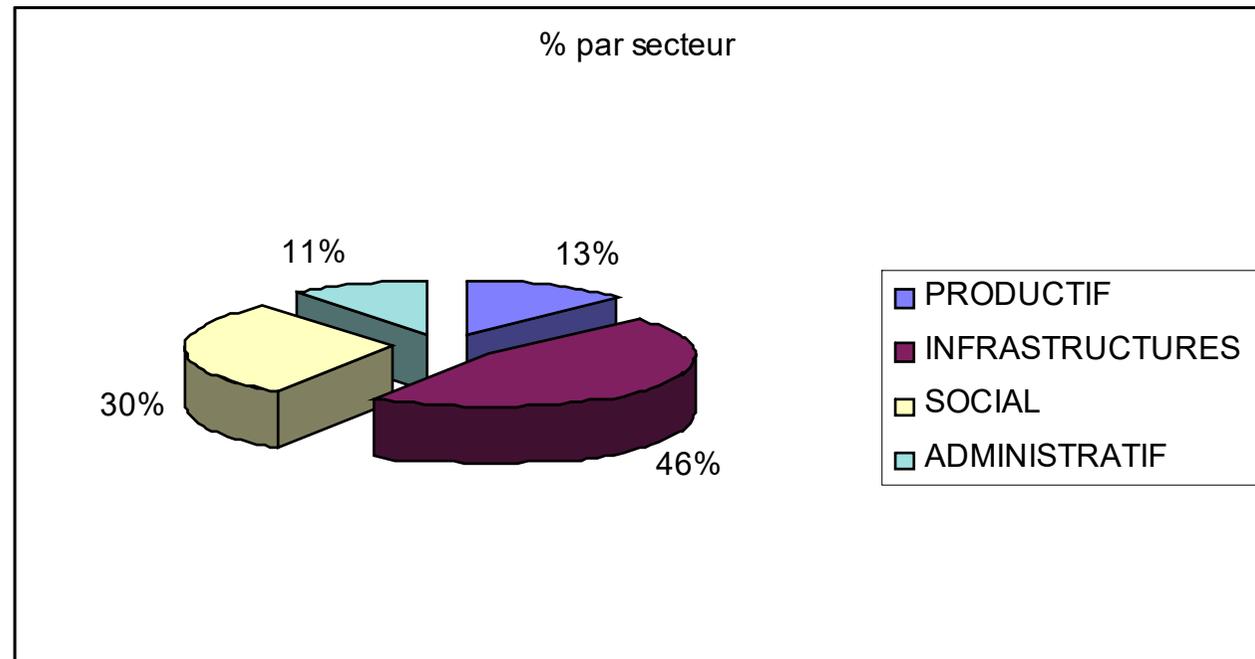


Graph 2: LFI-LFR REALISATION PAR PROGRAMME

Graph 2: LFI-LFR REALISATION PAR SECTEUR
En Ariary

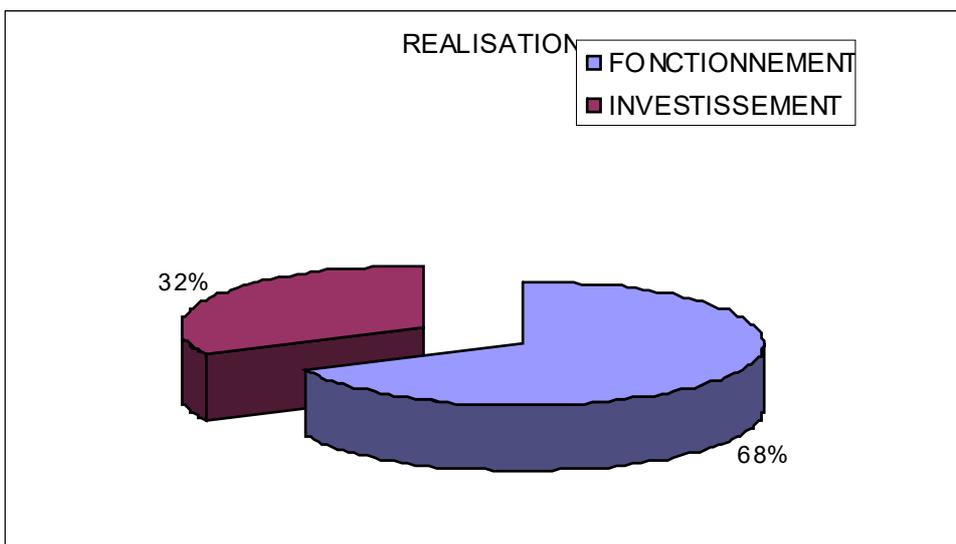
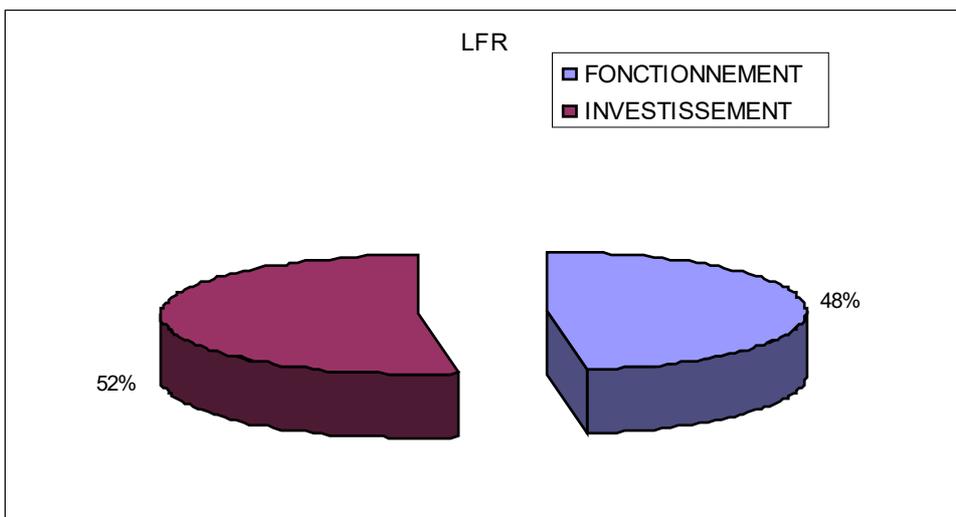
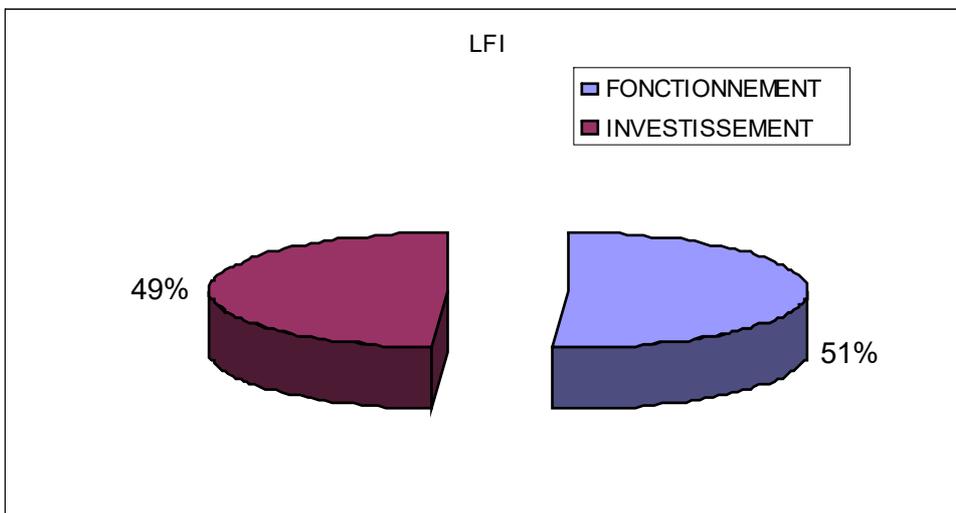
SECTEUR	CP INITIAL	CP LF	CP FINAL	DEPENSE	% par secteur
---------	------------	-------	----------	---------	---------------

PRODUCTIF	189 746 932 000,00	248 032 709 000,00	259 599 352 956,40	62 414 828 123,22	12,66%
INFRASTRUCTURES	495 254 836 000,00	553 611 014 000,00	573 169 230 120,33	228 774 687 235,54	46,40%
SOCIAL	346 709 820 000,00	346 615 868 998,00	359 451 935 178,71	148 952 324 417,04	30,21%
ADMINISTRATIF	230 972 412 000,00	211 709 428 998,00	167 748 502 740,56	52 872 615 163,88	10,72%



Grphe 4 : OPERATION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT LFI - LFR - REALISATION
En Ariary

OPERATION (budget Général)	LFI	LFR	REALISATION
FONCTIONNEMENT	1 313 679 479 000,00	1 234 597 393 000,00	1 037 716 029 008,00
INVESTISSEMENT	1 262 684 000 000,00	1 359 969 021 000,00	493 014 454 939,00
TOTAL GENERAL	2 576 363 479 000,00	2 594 566 414 000,00	1 530 730 483 947,00



c) Tableau 6 : Recettes du Budget Général et Dons		Budget Général En Ariary		REALISATIONS	Opérations
courantes - dettes publiques		79-Autres recettes et transferts de charges		-	Autres recettes imprévues
12 107 776 479,56	Transferts de charges	210 515 655,00	Vente d'immobilisations corporelles		1 795
734,00	Autres	905 900,00	Sous total 79	12 320 993 768,56	RECETTES FISCALES
3 Opérations courantes hors solde		- 70-Impôts sur les revenus, bénéfices et gains			-
Impôt/bénéfice des sociétés (IBS)	154 333 728 468,75	Impôt général sur les revenus (IR)			-
Impôt/revenu non salariaux (IRNS)	97 582 038 604,44	Impôt/ revenu salariaux (IRSA)			-
forfaitaire s/ transferts (TFT)	9 782 496 459,04	Impôt/revenu capitaux mobiliers (IRCM)	58 380 940 170,61		Taxe
Impôt/plus-values immobilisation (IPVI)	3 483 843 435,70	Impôt Synthétique (IS)-	9 680 750 000,00		Taxes
d'incorporation	-	Autres	-	Dégrèvement, Remise, Ruction ou Annulation	
Sous total 70	313 882 297 138,54	71-Impôts sur le patrimoine		-	Droits sur les actes de mutations
(DAM)	-	Droits sur les actes et mutations à titre onéreux (DAMTO)	11 787 842 420,69		Taxe
additionnelle sur les ventes immobilières et fonds de commerce		-	Droits d'enregistrement sur les actes des		
sociétés (DEAS)	-	Droits sur les actes et mutations à titres gratuits (DAMTG)			-
Taxe proportionnelle spéciale (TPS)		-	Taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés (TSVT)		
147 189 680,00	Taxe de publicité foncière (TPF)		-	Taxe sur les véhicules à moteur-Vignettes	
1 383 690,00	Impôt foncier sur les terrains (IFT)		-	Impôt foncier sur les propriétés bâties (IFPB)	
Taxes annexes foncières sur les propriétés		-	Sous total 71	11 936 415 790,69	72-Impôts sur les
biens et services	-	Taxe/valeur ajout (TVA)		-	TVA Intérieure
069,04	TVA Extérieure	25 154 439,60	Taxe /les transactions (TST)	127 264 039,83	Droit d'accise (DA)
Droit d'accise Intérieur	53 273 628 537,12	Droit d'accise Extérieur		-	TUT
Taxe consommation (TC)		-	Redevances/produits	42 413 135 502,73	Taxes particulières sur les
services	76 294 162 007,60	Taxes particulières sur les biens	2 578 961 315,28		Taxes particulières sur les
activités	1 407 335 380,60	Taxes sur les produits pétroliers-TPP			Taxes sur les appareils
automatiques-TAA	-	Redevance de surveillance			Taxes sur les assurances
Taxe professionnelle		-	Impôt de licence foraine		Impôt de licence de vente de
produits alcooliques-ILVPA		-	Prélèvement sur les produits des jeux-PPJ		
Prélèvements spéciaux sur les jeux-PSJ		-	Autres biens et services	20 241 260,05	Dégrèvement,
Remise, Ruction ou Annulation		-	Sous total 72	313 493 999 551,85	

REALISATIONS	73-Droits et taxes s /le commerce extérieur	-	Droit de douanes (DD)	
136 582 905 308,98	Taxe à l'importation (TI)	22 645 184,00	Taxe statistique sur les importations (TSI)	
	Taxe s /valeur ajout (TVA)		- Droit d'accise sur le commerce extérieur (DA)	3 352 583 599,00
	s/ commerce extérieur		- TVA s /produits pétroliers	261 749 746 366,52
	pétroliers	115 213 388 766,60	TVA s /produits pétroliers (TVAPP)	
	Dégrèvement, Remise, Ruction ou Annulation-	200 077 549,00	Sous total 73	516 721 191 676,10
	recettes fiscales		-	Autres
	fiscaux	2 427 090 375,47	-	Droit de timbre sur états et vente de timbres
	Taxes sur les spectacles		-	Droit de timbre sur visa
	Amendes fiscales et pénalités		-	Droits de timbre douaniers
	la jeunesse et sport		-	Pénalité de retard
	Télécommunications		-	Intérêt sur crit de droit
	75-Subvetion d'exploitation		-	Activités agricoles
	bilatérales		-	Activités minières
	Produits des prises de participation		-	Taxes diverses
76			-	802 580,00
			-	Sous total 74
			-	3 660 360 833,58
			-	Dotation globale de fonctionnement-CSB
			-	Aides
			-	76-Produits financiers
			-	Revenus des prêts à court terme
			-	Sous total
			-	TOTAL RECETTES FISCALES
				1 159 694 264 990,76

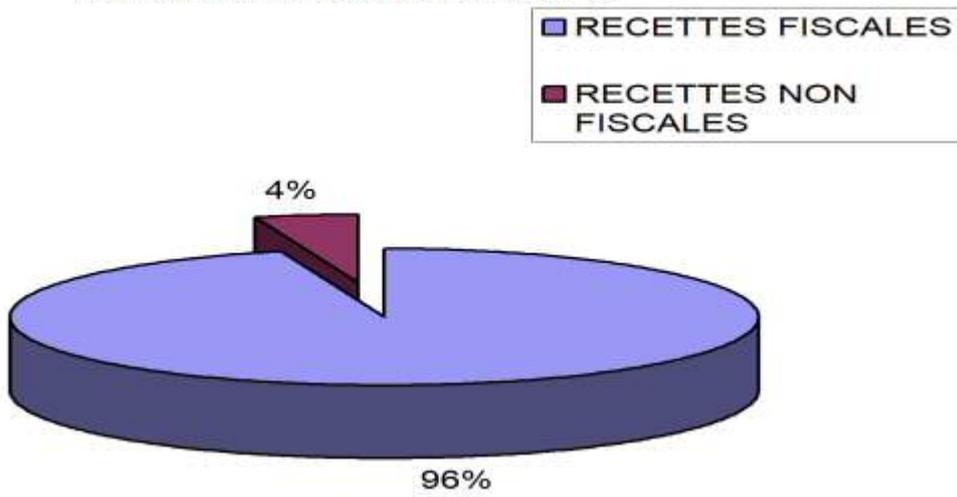
REALISATIONS RECETTES NON FISCALES

77-Recettes non fiscales	- Recette de surveillance-RS	- Revenus des prêts à court terme	-
32 411 784 819,16	Redevance sur autorisations administratives	3 014 576 241,65	Prestation de service
Produits finis	- Travaux	- Marchandises	- Commissions et courtages
- Locations diverses	- Produits des majorations sur arriérés non fiscaux	- Amendes et condamnations pœuniaires	-
Droits de fourrières	- Frais de poursuites	- Recouvrement sur trop payé	-
Immobilisation corporelle	- Annulations des mandats	- Autres recettes imprévues	-
Ventes d'immobilisations corporelles	- Produits de prise de participation	-	-
Produits d'immobilisations financières	- Redevances	- Produits des activités des services	-
191 022 721,40	Produits des activités annexes et accessoires	304 622 556,40	Production immobilis
1 756 289,00	Produits Exceptionnels	2 216 075 738,66	Reversement BCM
Produit s/gain de change	- Autres	- Sous total 77	38 139 838 366,27
Opérations courantes structurelles	- 15-Ventes d'immobilisations financières	-	5
Vente de titres de participation	- Sous total 15	- 75- Subventions d'exploitation	-
Aides multilaterales	- Sous total 75	- 76- Produits financiers	-
Revenus des autres crñnces	- Sous total 76	- 6 Opérations d'investissement (PIP)	-
13-Subvention d'equpement reęues	- Organismes nationaux ou internationaux	1 895 170 844,62	-
Aides bilatérales	- Aides multilatérales	- Sous total 13	1 895 170 844,62
TOTAL RECETTES NON FISCALES	40 035 009 210,89	- TOTAL GENERAL	1 212 050 267

970,21 Les opérations budgétaires exœués en recettes à la somme de 1,21 Ariary, et en dépenses à la somme de 1 530 730 483 946,86 **Ariary, accusent un d'Yicit de 318,65 Ariary.**

Grphe 5: **OPERATION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT LFI LFR REALISATION**
En Ariary**OPERATION (Budget Général)REALISATION**RECETTES FISCALES 1 159 694 264 990,76
RECETTES NON FISCALES 52 356 002 979,45 TOTAL GENERAL 1 212 050 267 970,21

REALISATION RECETTES



d) Tableau 7 : Recettes et Dépenses des Budgets RANGE_A2_B53 Annexes

En Ariary REALISATIONS Recettes		- a- Opérations de	
Fonctionnement	16 328 619 480,98	b- Opérations d'Investissement	
TOTAL	16 328 619 480,98	Dépenses	- a-
Opérations de Fonctionnement	1 741 736 732,60	8 467 198 080,48	b- Opérations d'Investissement
TOTAL	10 208 934 813,08	10 208 934 813,08	

Les opérations des Budgets Annexes sont arrêts en recette à la somme de 16,98 Ariary, et en dépenses à 10813,08 Ariary, d'où un excPnt de recettede 6,90 Ariary.e) Tableau 8: Recettes et Dépenses des Comptes Particuliers de Trésor

En Ariary REALISATIONS Recettes		En	
- Compte de commerce	59 203 610 648,05	- Compte	
d'Avance	49 874 395 393,12	- Compte de prêts	. Prêts ordinaires-
- Compte de participation- D.A.R- Cession d'Action-		- Compte de	
Compte en liquidation		TOTAL	109 078 006 041,17
Dépenses - Compte de commerce	104 612 798 405,82	- Compte d'Avance	
- Compte de prêts-		Compte de participation	48 776 067 998,85
Reprêts PIPTOTAL	153 564 546 163,21		

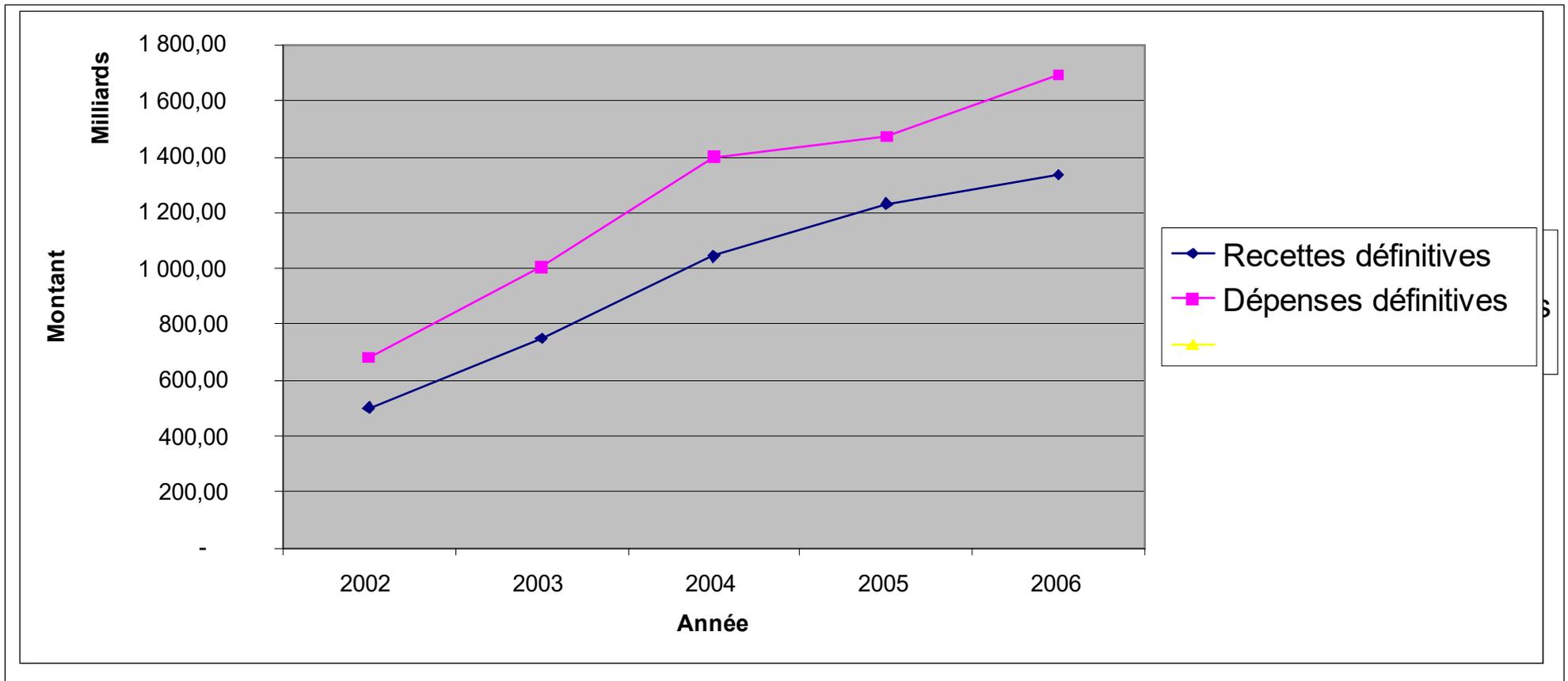
Sont retracs dans ce cadre les opérations de recettes et de dépenses de l'Etat à caractère temporaire génératrice de cršnces. Pour la gestion 2006, les recettes s'élèvent à 109041,17 Ariary, et les dépenses à 15346163,21 Ariary, dégageant un solde d'iteurde 4440122,04 Ariary.

B. Éléments d'apprœiation L'exœution des lois de finances pour 2006 peut être apprœi par comparaison avec celles des quatre dernières ans au regard de plusieurs critères :· la progression des dépenses et des recettes d'Yinitives ;· la couverture des dépenses par les recettes ;· l'évolution du solde de loi de rglement;

20022003200420052006	Droit d'accise Intérieur	20 418 830 232,40	35 384 798 212,40	38 078 659 688,60	43 532 471 388,74	53 273 628 537,12	Droit d'accise Extérieur	
150 780,00	-	-	TUT 314 559 201,40	393 390 161,40	-	131 153 889,40	-	Taxe consommation
(TC) 86 764 654,80	35 059 861,60	-	-	33 126 157,00	-	Redevance s/produits 23 888 127 840,00	41 066 719 468,60	41 145
201 999,40	44 362 844 768,37	42 413 135 502,73	Taxes particulières sur les services		-	1 213 471 377,80	-	76 294
162 007,60	Taxes particulières sur les biens		-	-	-	2 578 961 315,28	Taxes particulières sur les activités	
1 407 335 380,60	Taxes sur les produits pétroliers-TPP		24 998 802 417,80	39 950 263 634,00	71 160 125 450,40	48 931 174 326,01	- Taxes sur les appareils	
automatiques-TAA	26 604 000,00	90 200 000,00	41 804 000,00	92 800 000,00	-	Redevance de surveillance	608 100,00	631
350,00	532 800,00	476 700,00	-	Taxes sur les assurances	1 855 367 403,00	1 723 726 586,80	1 457 240 275,60	2 392 541 196,20
Taxe professionnelle	1 435 346,60	10 290 805,40	11 263,80	-	-	Impôt de licence foraine	-	15 000,00
25 000,00	38 800,00	-	Impôt de licence de vente de produits alcooliques-ILVPA	3 600,00	1 128 264,00	-	-	2 237
200,00	-	Prélèvement sur les produits des jeux-PPJ	303 400,00	542 080,00	225 190,00	3 915 166,00	-	-
Prélèvements spéciaux sur les jeux-PSJ	25 380 008,40	64 253 680,00	146 369 918,00	75 534 904,20	-	Autres biens et services	-	8 050,00
41 600,00	-	20 241 260,05	Dégrèvement, Remise, Ruction ou Annulation		-	25 125 856,60	-	181 139 756,60
Sous total 72	151 848 350 000,00	239 317 973 954,20	354 633 344 273,20	296 511 037 491,63	313 493 999 551,85	73-Droits et taxes s /le commerce extérieur	-	-
Droit de douanes (DD)	16 241 550 738,00	24 948 795 114,80	29 312 698 227,60	104 492 140 125,31	136 582 905 308,98	Taxe à l'importation (TI)	30 886 895 912,20	50
788 816 069,60	74 604 056 400,00	5 730 555 033,22	22 645 184,00	Taxe statistique sur les importations (TSI)	9 629 432 524,40	16 601 839 564,60	3 540 404	853,20
59 941 148,00	-	Taxe s /valeur ajout (TVA)	-	-	-	-	-	Droit
d'accise sur le commerce extérieur (DA)	7 836 547 414,80	13 628 299 641,60	9 180 511 463,60	-	3 352 583 599,00	TVA s/ commerce extérieur	79 340 054	734,60
145 809 568 211,00	158 459 345 041,20	10 607 885 290,00	-	TVA s /produits pétroliers	17 887 452 929,60	26 983 294 843,00	56 790 079	837,20
211 974 728 828,53	261 749 746 366,52	Taxes sur les produits pétroliers		-	-	-	115 213 388	766,60
TVA s /produits pétroliers (TVAPP)	-	-	-	103 212 670 600,76	-	Autres	-	-
Dégrèvement, Remise, Ruction ou Annulation	-	-	-	125 804 075,00	-	200 077 549,00	Sous total 73	161 821 934 253,60
278 760 613 444,60	331 887 095 822,80	435 952 116 950,82	516 721 191 676,10	74-Autres recettes fiscales	-	-	-	-
Droit de timbre-DT	66 024 859,80	2 835 355,00	3 413 539 469,60	-	-	Droit de timbre sur états et vente de timbres fiscaux	247 602	371,20
462 937 464,60	-	511 552 400,67	2 427 090 375,47	Droit de timbre CASINO	200 849 866,20	186 492 544,00	-	195 106 170,00
-	Droit de timbre sur visa	957 579 425,20	1 642 845 635,40	-	1 555 438 027,20	-	Taxes sur les	15 905 171,40
6 879 649,20	-	-	11 662 519,00	-	Droits de timbre douaniers	2 764 987 526,60	3 847 386 789,60	27 073 514,20
-	Intérêt sur crit de droit	231 725 847,00	387 482 124,80	347 099 798,40	53 862 756,00	50 335,00	Amendes fiscales et	124 775 300,60
1 548 767 911,40	1 357 093 242,80	497 277 995,70	-	Pénalité de retard	132 299 646,60	155 654 286,20	-	514 577 583,94
1 232 417 543,11	Taxe spéciale pour la jeunesse et sport		-	165 083,00	188 408,20	185 705,00	-	89 820,00
Activités agricoles	-	-	-	21 071,00	-	Activités minières	79 572,00	132 932,00
-	-	-	-	-	-	-	-	-

Graph 6 : Evolution des recettes et des dépenses (Cadre I, Cadre II, Cadre III)

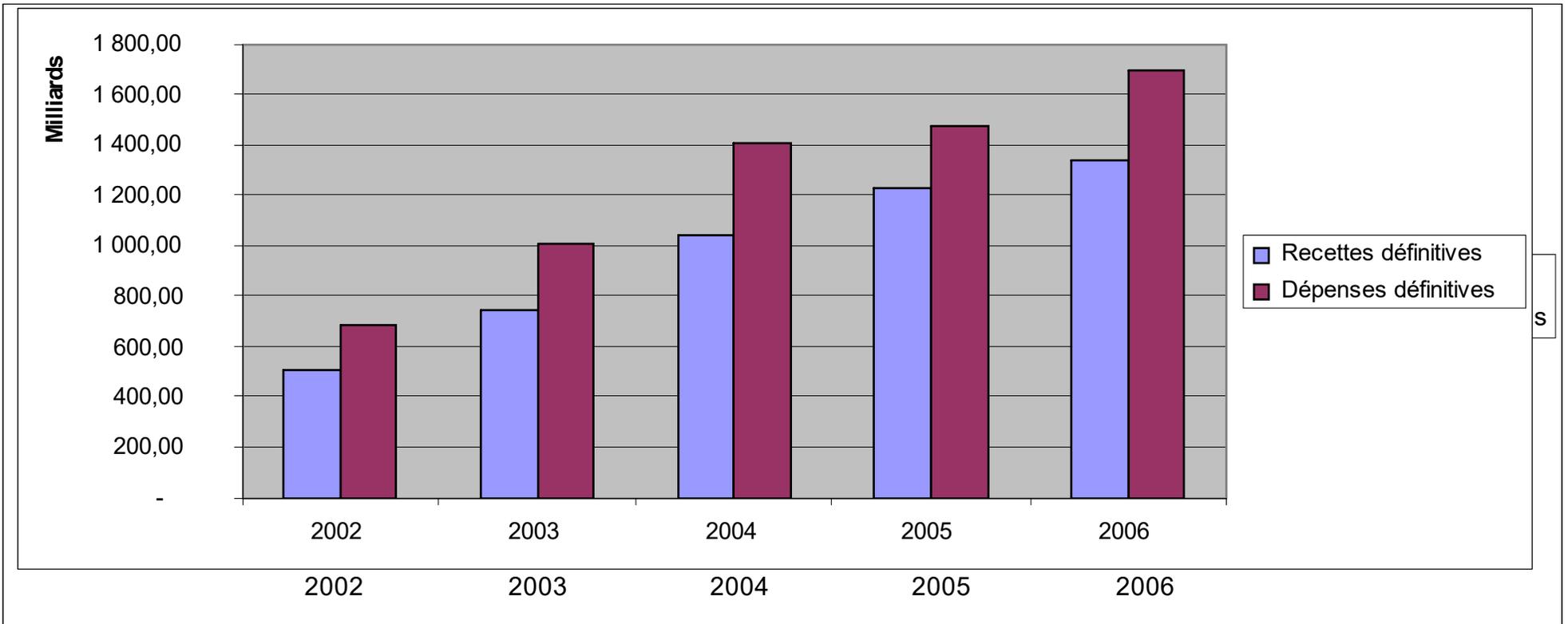
En Ariary	2002	2003	2004	2005	2006	Recettes d'initiales	502 272 669
037,40	748 664 812 925,20	1 042 986 156 718,60	1 232 351 798 972,58	1 337 456 893 492,36	Évolution par rapport à l'année précédente (%)	49%	39%
683 248 801 230,80	1 005 627 653 608,00	1 402 040 744 268,00	1 472 872 275 869,48	1 694 503 964 923,15	Évolution par rapport à l'année précédente (%)	47%	39%
						18%	9%



b) Tableau 10 : La couverture des dépenses par les recettes

En Ariary	2002	2003	2004	2005	2006	d'initiales	502 272 669 037,40	748 664 812
Recettes définitives	925,20	1 042 986 156 718,60	1 232 351 798 972,58	1 337 456 893 492,36	1 337 456 893 492,36	épenses d'initiales	683 248 801 230,80	1 005 627 653 608,00
Dépenses définitives	402 040 744 268,00	1 472 872 275 869,48	1 694 503 964 923,15			% de couverture des dépenses par les recettes	74%	74%
							74%	84%
							79%	

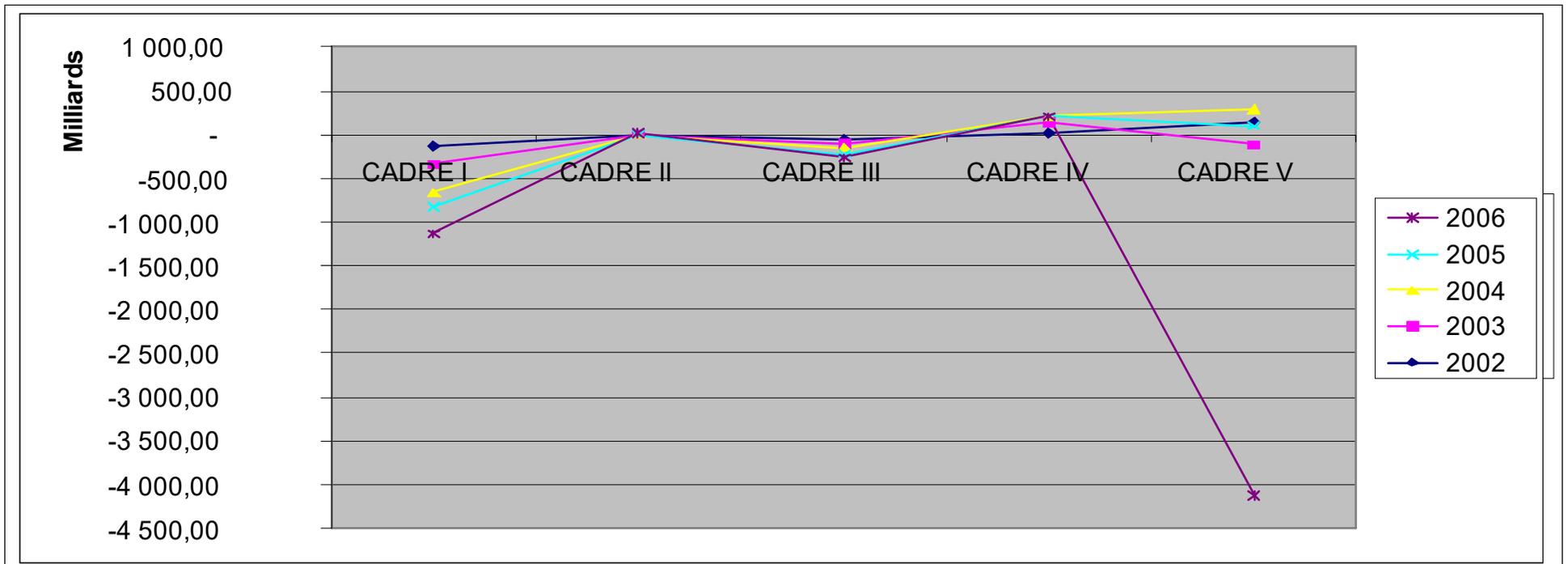
Graphe 7: La couverture des dépenses par les recettes



c) Tableau 11 : Evolution du solde des lois de règlement

		En Ariary					CADRES									
		2002	2003	2004	2005	2006	CADRE I-	CADRE II	CADRE III	CADRE IV	CADRE V					
322 206 988 516,80 -		162 841 486 224,69 -	318 680 215 976,65	2 421 466 303,60	2 294 070 696,80 -	1 495 187 342,60	2 540 421 912,77	6 119	684 667,90	56 514 269 253,60 -	51 093 203 430,80 -	35 352 411 690,00 -	80 219 412 584,98 -	44 486 540 122,04	12 430 328 568,20	135 016
574 839,00		56 665 349 121,80	3 551 415 060,38	3 572 477 930,12	141 782 986 662,80 -	256 195 067 758,40	415 179 304 673,80 -	192 650 408 174,72 -	4 247 478 628 443,22	Solde d'exécution-	26 762 816 962,40 -	378 141 333 602,20	112 790 066 246,20 -	429 619 470 011,24 -	4 600 953 221 943,89	Résultat sur gestion des opérations de Trésorerie
365 758 312,20		-	-	-	9 807 931,33	Résultat D'initif-	26 397 058 650,20 -	378 141 333 602,20	112 790 066 246,20 -	429 619 470 011,24 -	4 600 963 029 875,22	Évolution par rapport à l'ann précédente (%)	1333%	-130%	-481%	971%

Graph 8: Evolution du solde des lois de règlement



d) Tableau 12 : Evolution des prévisions budgétaires et loi de règlement RANGE_A1_K47

1-Budget Général En Ariary		2002	2003	2004	2005	2006	RECETTES	FILR	GFL	FILR	GFL	FILR	GFL	FILR	GFL	FRLR	RG	FONCTIONNEMENT	966 260 000 000,00	477 489 497 159,40	872 220 000 000,00	686 634 348 603,80	1 083 011 400 000,00																																																																																																							
9,73%	43,80%	24,17%	44,57%	27,81%	19,34%	32,66%	2,15%	INVESTISSEMENT	239 000 000 000,00	290 139 372,00	170 000 000 000,00	362 727 275,20	221 767 191 000,00	713 342 489,80	338 900 000 000,00	874 491 059,15	486 327 500 000,00	1 895 170 844,62	Évolution Investissement par rapport à l'ann préePnte (%)	0,00%	-28,87%	25,02%	30,45%	96,66%	52,82%	22,59%	43,50%	116,72%	TOTAL	1 205 260 000 000,00	477 779 636 531,40	1 042 220 000 000,00	686 997 075 879,00	1 304 778 591 000,00	993 409 218 964,60	1 723 100 000 000,00	1 185 514 400 362,87	2 322 627 500 000,00	1 212 050 267 970,21	Évolution Globalepar rapport à l'ann préePnte (%)	0,00%	-13,53%	43,79%	25,19%	44,60%	32,06%	19,34%	34,79%	2,24%	2002	2003	2004	2005	2006	DEPENSES	FILR	GFL	FILR	GFL	FILR	GFL	FRLR	RG	FONCTIONNEMENT	734 542 000 000,00	444 705 151 321,20	755 135 400 000,00	642 467 641 094,40	930 439 394 000,00	797 681 521 169,00	1 027 900 000 000,00	799 308 103 827,79	1 234 597 393 000,00	1 037 716 029 007,18	Évolution Fonctionnement par rapport à l'ann préePnte (%)	0,00%	2,80%	44,47%	23,21%	24,16%	10,47%	0,20%	20,11%	29,83%	INVESTISSEMENT	733 960 000 000,00	159 957 814 453,60	499 130 000 000,00	252 693 142 733,40	613 131 518 800,00	517 934 686 312,40	1 028 300 000 000,00	549 047 782 759,77	1 359 969 021 000,00	493 014 454 939,68	Évolution Investissement par rapport à l'ann préePnte (%)	0,00%	-31,99%	57,97%	22,84%	104,97%	67,71%	6,01%	32,25%	-10,21%	TOTAL	1 468 502 000 000,00	604 662 965 774,80	1 254 265 400 000,00	895 160 783 827,80	1 543 570 912 800,00	1 315 616 207 481,40	2 056 200 000 000,00	1 348 355 886 587,56	2 594 566 414 000,00	1 530 730 483 946,86	Évolution Globalepar rapport à l'ann préePnte (%)	0,00%	-14,59%	48,04%	23,07%	46,97%	33,21%	2,49%	26,18%	13,53%

2-Budget annexe		En Ariary		2002	2003	2004	2005	2006	RECETTES	FILR	GLFILR	GLFILR	GLFILR	GLFRLR	GFONCTIONNEMENT	7 578 424 400,00	6 330 562 857,40	11 516 814 400,00	10 378 276 861,00	10 969 637 400,00
43,89%	0,28%	78,24%	14,73%	57,33%	INVESTISSEMENT	1 537 000 000,00	-	1 900 000,00	-	-	-	-	-	-	Évolution Fonctionnement par rapport à l'année précédente (%)	0,00%	51,97%	63,94%	-4,75%	-
2 283 323 000,00	10 969 637 400,00	5 822 884 704,40	11 000 000 000,00	10 378 611 194,40	12 620 648 000,00	16 328 619 480,98	Évolution Investissement par rapport à l'année précédente (%)	0,00%	-99,88%	0,00%	-100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	TOTAL	9 115 424 400,00	6 330 562 857,40	11 518 714 400,00	10 378 276 861,00	10 969 637 400,00
43,89%	0,28%	78,24%	35,49%	57,33%	DEPENSES	FONCTIONNEMENT	7 578 424 400,00	3 795 505 387,40	8 743 414 400,00	6 064 209 004,20	8 788 637 400,00	6 001 257 575,20	8 800 000 000,00	6 568 788 920,02	Évolution Global par rapport à l'année précédente (%)	0,00%	26,37%	63,94%	-4,77%	-
2 775 300 000,00	2 019 997 160,00	2 181 000 000,00	1 316 814 471,80	2 200 000 000,00	1 269 400 361,61	2 283 323 000,00	Évolution Fonctionnement par rapport à l'année précédente (%)	0,00%	15,37%	59,77%	0,52%	-1,04%	0,13%	9,46%	43,42%	28,90%	INVESTISSEMENT	1 537 000 000,00	113 591 166,40	11 000 000 000,00
7 838 189 281,63	14 903 971 000,00	10 208 934 813,08	Évolution Investissement par rapport à l'année précédente (%)	0,00%	80,57%	1678,30%	-21,41%	-34,81%	0,87%	-3,60%	3,79%	37,21%	TOTAL	9 115 424 400,00	3 909 096 553,80	11 518 714 400,00	8 084 206 164,20	10 969 637 400,00	7 318 072 047,00	11 000 000 000,00
Évolution Global par rapport à l'année précédente (%)																				
0,00% 26,37% 106,80% -4,77% -9,48% 0,28% 7,11% 35,49% 30,25%																				

3- Comptes particuliers de TrésorEn Ariary						RECETTES	78 759 189 200,00	18 162 469 648,60	77 659 518 800,00	51 289 460 185,20	82 065 638	
200,00	43 754 053 049,60	96 300 000 000,00	36 458 787 415,31	167 420 901 000,00	109 078 006 041,17	Évolution recettes par rapport à l'ann prœpnte (%)	0,00%	-1,40%	182,39%	5,67%	-14,69%	
16,67%	73,85%	199,18%	DEPENSES	105 873 189 200,00	74 676 738 902,20	168 093 210 600,00	102 382 663 616,00	135 521 930 000,00	79 106 464 739,60	289 500 000 000,00	116 678 200 000,29	
153 564 546 163,21	Évolution Dépenses par rapport à l'ann prœpnte (%)						0,00%	58,77%	37,10%	-19,38%	-22,73%	113,62%
							47,50%	-25,71%	31,61%			

MINISTEREREF.

ACTESDATEArrêtés011888102/11/2006011991921/11/2006031994323
/11/2006051994223/11/2006121993823/11/2006211973516/11/200621
1988320/11/2006211995023/11/2006211995124/11/2006211995224/1
1/20062119953bis24/11/20062119954bis24/11/20062119960bis24/11/2
0062120142bis29/11/2006212104108/12/2006212196429/12/20062121
96629/12/2006341993723/11/2006341994723/11/2006341994823/11/2
006341994923/11/20063419949R23/11/2006341995424/11/200634213
1612/12/20064419952bis24/11/2006511993623/11/20065119950bis24/
11/20067619951bis24/11/2006Soit au total **28 arrêtés**

MINISTEREREF. ACTESDATED

œrets21894C12/12/200621894D12/12/200641843D14/11/200661840D14/11/
200661853D22/11/20062008-52106/06/2008Soit au total **6 Dœrets**

C. Compte général RANGE_A1_D26 de l'Administration des Finances **Tableau a): Rêpitulation des résultats de l'exécution de la Loi de Finances**

	En Ariary	DEPENSE CADRE I 1 530 730 483 946,86	RECETTE CADRE I 1 212 050 267 970,21	DEPENSE CADRE II 10 208 934 813,08	RECETTE CADRE II 16 328 619 480,98	DEPENSE CADRE III 153 564 546 163,21	RECETTE CADRE III 109 078 006 041,17	DEPENSE CADRE IV (p.m) 3 751 661 378,14	RECETTE CADRE IV (p.m) 7 324 139 308,26	DEPENSE CADRE V 8 272 247 269 481,85	RECETTE CADRE V 4 024 768 641 038,63	EXCEDENTDEFICIT 4 604 525 699 874,01	TOTAL 9 966 751 234 405,00
	En Ariary	PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS											
	En Ariary	EXCEDENT sur opérations de trésorerie											
	En Ariary	DEFICIT sur opérations de trésorerie 9 807 931,33											
	En Ariary	RESULTAT DEFINITIF DES OPERATIONS DE LA LOI DE FINANCES											
	En Ariary	EXCEDENTDEFICIT 4 604 535 507 805,34											

Tableau c): RÉpitulation du compte de résultat budget général au 31/12/06				RANGE_A1_H31				En Ariary			
Chapitre	Libellé	D	Crit	Chapitre	Libellé	D	Crit	Chapitre	Libellé	D	Crit
20	Immobilisations Incorporelles	129 300 069 526,86	12	Résultat	318 680 215 976,65	21 et 22	22	Immobilisations Corporelles	358 169 415 644,91	13	13
								Subventions d'équipement	1 895 170 844,62		
25	Participations et crñnces rattachs	545 614 000,00	70	Impôts sur les revenus, BénŸices et Gains	9 680 750 000,00	323 563 047 138,54	60	Charges de personnel	565 946 294 256,83		
71	Impôts sur le patrimoine	11 936 415 790,69	61	Achats de biens	59 594 244 087,73	72	62 et 63	Achats de services et charges permanentes	91 822 174 314,32	73	73
91	Impôts sur le commerce extérieur	200 077 549,00	73	Impôts sur le commerce extérieur	200 077 549,00	516 946 423 664,70	64	Impôts et Taxes	2 500 000,00	74	74
65	Transferts et Subventions	212 689 031 161,29	75	Contributions reçues des tiers	66 666 666 666,67	66	66	Charges Financières	94 189 075 787,61	76	76
Diverses		18 472 065 167,31	77	Recettes non fiscales	290 915 493,60	6 018 969 040,71	79	Autres recettes et transferts de charges	12 320 993 768,56	1 530 730 483 946,86	1 530 730 483 946,86
Tableau d): RÉpitulation du compte de résultat compte de commerce au 31/12/06				En Ariary							
	personnel	248 597 472,88	12	Résultat	45 409 187 757,77	61	61	Achats de biens	2 836 794 675,34	74	74
	permanentes	1 600 850 386,90	75	Contributions reçues des tiers	39 567 804 564,40	65	65	Transferts et Subventions	96 277 432 136,89	77	77
68	Dotations aux amortissements et provisions	3 649 123 733,81				104 612 798 405,82					

Tableau e): Développement du compte permanent des résultats du trésor RANGE_A1_E17 (cf. Art. 33 de la loi n° du 15 Juillet 1963)

En Ariary

Résultat Opérations proposées par la loi de règlement pour 2006	Situation d'initiale après vote de la loi de règlement pour 2006	Dit Critique	Dit Critique	Résultat du budget général	Résultat du budget annexe	Résultat des comptes particuliers de trésor (p.m)	Résultat des comptes d'emprunts
318 680 215 976,65	318 680 215 976,65	6 119 684 667,90	6 119 684 667,90				
	Variation nette des soldes des CPT	44 486 540 122,04	44 486 540 122,04				
4 247 478 628 443,22	4 247 478 628 443,22	Profit et perte résultant de la gestion des opérations de Trésorerie					9 807 931,33
9 807 931,33	Solde de la gestion 2005	4 604 535 507 805,34	4 604 535 507 805,34	Total	4 610 655 192 473,24		4 610 655 192 473,24
610 655 192 473,24	4 610 655 192 473,24						

Tableau f): Récapitulatif des avances accordées à divers organismes ou particuliers RANGE_A1_E13 **En Ariary**

Organismes bénéficiaires	Capital non amorti au 01/01/06	Versement en capital à l'organisme en 2006	Amortissement en capital effectué en 2006	Capital restant à amortir au 31/12/06	Budgets annexes
Collectivités territoriales	10 140 000,00	-	3 000 000,00	7 140 000,00	-
Banques	633 659 393,00	1 288 705 951,00	-	1 922 365 344,00	10 140 000,00
Particuliers	2 800 000,00	228 662 426,00	-	3 028 662 426,00	633 659 393,00
					2 800 000,00
TOTAL GENERAL	2 166 967 770,00	2 166 967 770,00	3 000 000,00	1 166 967 770,00	-

Tableau g): RÉpitulation des comptes de prêtsRANGE_A1_F191) Amortissement en capital **En Ariary** CompteCapital à amortir au

31/12/05	Amortissement de l'exercice	Octroi de l'exercice	Régularisation comptable	Capital à amortir au 31/12/06	25312	16 953
476,80	1 773 245,20	15 180 231,60	25313	-	-	- 25314
5 600 000 000,00	5 600 000 000,00	25331	-	-	-	25332 92
165 751,00	9 234 388,40	82 931 362,60	25333-	99 256 778,43	368 992 419,70	- 468 249 198,13
25334 141 004 208 030,64	51 140 239 617,13	25 833 463,66	89 889 801 877,17	25335 27 879 616 456,80	87 379	
000,00	27 792 237 456,80	25336 18 125 632 938,12	1 645 139 414,24	16 480 493 523,88	25337	200 257 268,32
149 846 294,88	350 103 563,32	TOTAL 192 819 577 143,85	53 252 758 084,67	149 846 294,88	25 833 463,66	139
742 498 817,72						

Tableau h): Situation des recouvrements et des restes à payer **En Ariary** PrêtsReste à recouvrer au 31/12/05OR émis au titre de

l'exercice 2006	Recouvrement effectué	Reste à recouvrer au 31/12/2006	Prêts Directs	2 795 219 597,00	1 773
245,20	-	2 796 992 842,20	-	Reprêts 129 173 535 348,96	53 250 984
839,47	49 874 395 393,12	132 550 124 795,31	-	TOTAL 131 968 754 945,96	53 252 758
084,67	49 874 395 393,12	135 347 117 637,51			

Tableau k): Répartition des emprunts de l'Etat - Exercice 2006				En Ariary				Compte	Balance d'entr	Amortissement	2006	Tirage 2006	Régularisation
comptable	Balance de sortie	1611	242 020 030 575,80	42 719 020 165,60	-	-	199 301 010 410,20	1612101	7				
694 818 186,84	1 067 686 555,00	-	445 948 535,18	6 181 183 096,66	1612102	21 665 029 841,56	2 236 512						
707,95	2 391 257 325,00	-	9 234 821 527,91	31 054 595 986,52	1612105	66 835 059 749,11	11 011 641 037,62	4 971 228 712,39	-	2			
506 739 931,37	63 301 387 355,25	1612106	848 096 829 020,12	711 186 672 650,96	110 272 231 408,34	80 342 661 779,80	166 839 725 997,70						
1612107	49 086 590 512,68	3 215 115 237,80	7 256 545 746,34	1 997 710 736,57	51 130 310 284,65	1612109	5 556 463 387 310,73	3 884					
572 008 920,18	178 912 742 957,92	564 657 789 493,24	1 286 146 331 855,23	1612111	22 574 953 627,48	1 518 901 303,36	819 613 949,85	-					
318 506 862,42	22 194 173 136,39	1612221	-	-	-	-	-	-					
1612222	-	-	-	-	-	-	-	1612224	4 547 144				
288,09	-	-	-	161 397 335,64	4 708 541 623,73	1612225	53 747 312 048,26	7 799 807 293,15					
1 975 565 689,88	47 923 070 444,99	1612227	-	-	-	-	-	-					
1612228	-	-	-	-	-	-	-	1612331	80 224 830				
014,00	22 997 880 014,28	-	2 025 650 000,12	55 201 299 999,60	1612441	18 253 764 478,72	-						
1 232 090 272,51	17 021 674 206,21	1612442	3 589 757 087,27	-	-	242 414 213,28	3 347 342						
873,99	1612443	13 790 058 923,52	-	1 200 000 000,00	-	5 220 079 565,24	20 210 138 488,76	1612551	64 794 600				
000,00	-	-	4 376 100 000,00	60 418 500 000,00	1612552	17 369 181 457,44	-						
2 091 639 469,80	15 277 541 987,64	16127	217 967 501 167,55	482 281 399,37	-	-	-	217 485 219					
768,18	16128	627 114 701 996,58	28 900 806 621,02	1 924 224 204,89	49 296 728 749,43	550 841 390 831,02	1651	734 863 335 575,56	3 554				
538 935 575,56	3 717 020 796 733,90	-	897 345 196 733,90	-	-	TOTAL	8 650 698 885 861,31	8 272 247 269					
				481,85	4 024 768 641 038,63	687 291 622 337,47	3 715 928 635 080,62						

III. ANALYSE DES ARTICLES DE LA LOI DE REGLEMENT

La présente Loi de Règlement comporte 8 articles.

Les articles 1 à 5 comparent les prévisions et les réalisations 2006, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Situations de Recettes Fiscales et non fiscales,
- 2- Opérations Budgétaires,
- 3- Développement des Résultats des Budgets Annexes,
- 4- Comptes Particuliers du Trésor
- 5- Opérations génératrices des Fonds de contrevaieur,
- 6- Opérations en Capital de la Dette Publique.

Et l'article 6 établit le Compte des résultats de l'année budgétaire 2006 conformément à l'article 43 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004, tandis que l'article 7 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor les résultats déficitaires soit 4 600 963 029 875,22 Ariary

Enfin, à la présente Loi est annexée le rapport de la Chambre des Comptes de Cour Suprême statuant sur la conformité des comptes des Comptables publics et ceux des Ordonnateurs, et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2006.

Tel est l'objet de la présente Loi.

Explications relatives aux discordances des chiffres de la mission 411 du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche entre la Loi n°2006-023 du 30 octobre 2006 portant Loi de Finances Rectificative pour 2006 et ceux portés sur l'Etat des mouvements des crédits des Ministères et Institutions annexé à la Loi de Règlement 2006

Lors de l'élaboration de la Loi n°2006-023 du 30 octobre 2006 portant Loi de Finances Rectificative pour 2006, une erreur s'est glissée sur la mission 411 MAEP- Bonne Gouvernance.

En effet, le SOA 00-41-0-200-00000 « Direction Générale du Développement des Régions (DGDR) », catégorie d'opération 5 (Investissement), section conventions 224 et 225 d'un montant total de 1.016.117.000 Ar a été mentionné à tort sur la mission 410, mission transversale, car il s'agit de la Bonne Gouvernance.

Pour encadrer le code « mission » dans leur exacte destination, le redressement a été opéré dans le cadre de la Loi de Règlement 2006.

Par conséquent, le montant total de la mission 411 inscrit dans la Loi de Finances Rectificative devrait être $40.745.898.999 \text{ Ar} + 1.016.117.000 \text{ Ar} = 41.762.015.999 \text{ Ar}$.

Cela n'affecte rien le montant total du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, qui s'élève à 170.291.537.999 Ar dans la Loi de Finances Rectificative ainsi que le montant total de la mission 410 qui est de 115.431.876.000 Ar.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 040
portant Loi de Règlement pour 2006

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 17 décembre 2008, la Loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont constatés, les opérations budgétaires pour l'année 2006 qui s'élèvent à la somme de 1 212 050 267 970 ,21 Ariary pour les recettes encaissées, et à la somme de 1 530 730 483 946,86 Ariary pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de 318 680 215 976,65 Ariary.

Article 2 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2006 qui s'élèvent, en recettes à 16 328 619 480,98 Ariary et en dépenses à la somme de 10 208 934 813,08 Ariary, dégageant un solde créditeur de 6 119 684 667 ,90 Ariary à savoir :

- a- Pour le budget annexe de l'Imprimerie Nationale, en recettes à 9 395 864 391,78 Ariary et en dépenses à 6 020 572 349,10 Ariary soit un excédent de recettes de 3 375 292 042,68 Ariary à verser aux fonds de réserves de ce budget.
- b- Pour le budget annexe des Postes et Télécommunications, en recettes à 6 591 520 642,00 Ariary et en dépenses à 2 550 591 000,00 Ariary soit un excédent de recettes de 4 040 929 642,00 Ariary à verser aux fonds de réserves de ce budget.
- c- Pour le budget annexe des Garages Administratifs, en recettes à 337 374 447 ,20 Ariary et en dépenses à 1 198 127 378,98 Ariary soit un excédent de dépenses de 860 752 931,78 Ariary.
- d- Pour le budget annexe des Parcs et Ateliers des Travaux Publics, en recettes à 3 860 000,00 Ariary et en dépenses à 439 644 085,00 Ariary soit un déficit de 435 784 085,00 Ariary.

Article 3 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2006 qui s'élèvent respectivement en recettes à 109 078 006 041,17 Ariary et en Dépenses à 153 564 546 163,21 Ariary , soit un solde débiteur de 44 486 540 122,04 Ariary.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contrevaleur qui s'élèvent respectivement en recettes à 7 324 139 308,26 Ariary et en Dépenses à 3 751 661 378,14 Ariary, soit un solde créditeur de 3 572 477 930,12 Ariary.

Article 5 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes à 4 024 768 641 038,63 Ariary et en Dépenses à 8 272 247 269 481,85 Ariary, soit un solde débiteur de 4 247 478 628 443,22 Ariary.

Article 6:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant à l'état récapitulatif annexé à la présente Loi, les résultats de l'année 2006 qui comprennent :

- 1- le déficit des opérations du Budget Général, soit 318 680 215 976,65 Ariary ;
- 2- l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit 6 119 684 667,90 Ariary ;
- 3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit de 44 486 540 122,04 Ariary ;
- 4- la variation nette du solde débiteur des comptes d'emprunts, soit 4 247 478 628 443,22 Ariary ;
- 5- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contrevaleur soit 3 572 477 930,12 Ariary ;
- 6- les pertes résultant de la gestion de Trésorerie de 9 807 931,33 Ariary.

Article 7 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor de la somme de 4 600 963 029 875,22 Ariary montant des résultats déficitaires de l'année 2006.

Article 8 :

La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 17 décembre 2008

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE PRESIDENT DU SENAT,

Jacques SYLLA

Yvan RANDRIASANDRATRINIONY